

Face aux victimes, l'évêché de Sion a péché

ABUS SEXUELS Les conclusions de l'audit externe mandaté par le diocèse sont limpides: les victimes ont reçu un accueil loin d'être adéquat. L'Eglise prend acte, fait son mea-culpa et met en place un plan d'action pour «bâtir un meilleur avenir»

GRÉGOIRE BAUR
X @GregBaur

La scène est étrange. Presque paradoxale. Assis devant un crucifix, l'évêque de Sion Jean-Marie Lovey fait un mea-culpa, reconnaissant, audit à l'appui, que l'accueil des victimes de prêtres abuseurs a souffert de nombreux dysfonctionnements au sein du diocèse de Sion. Accrochés aux murs, les portraits de ses prédécesseurs semblent le regarder fixement. Certains d'entre eux ont couvert ces abus au lieu de les stopper en sanctionnant les auteurs. Que pensent-ils, de là où ils sont, de cet évêque qui espère un «changement profond», une «conversion des personnes, des structures, des institutions»? Le respectent-ils ou le jugent-ils?

«Un précieux instrument de travail»

Qu'elle semble loin, l'année 2020 et la pose d'une plaque commémorative dans une chapelle de Monthey par Jean-Marie Lovey, afin de ne pas oublier les victimes d'abus sexuels commis par des prêtres dans le canton. Aujourd'hui, les actes ne sont plus symboliques. L'évêque de Sion estime que le salut de l'Eglise passe par un changement radical. Sans lui, «on pourra multiplier les rapports, les audits, les missions, cela ne changera pas grand-chose. Il s'agit d'accepter qu'un autre nous convertisse et cet autre, le Christ Jésus, prend aussi le visage des victimes.» Longtemps déconsidérées pour protéger l'institution, elles doivent devenir la priorité de l'Eglise, lorsqu'elle s'attaque à la thématique des abus. Il s'agissait d'ailleurs de l'objectif premier de l'audit lancé en novembre dernier par Mgr Lovey, réalisé par le cabinet Vicario Consulting et présenté hier: donner la parole aux victimes.

«L'analyse d'un passé ne trouve son plein sens que si elle permet



Pour Mgr Jean-Marie Lovey, «l'analyse d'un passé ne trouve son plein sens que si elle permet de bâtir un avenir meilleur et plus ajusté». (SION, 11 JUIN 2024/LOUIS DASSELBORNE/KEYSTONE)

de bâtir un avenir meilleur et plus ajusté», a appuyé Mgr Lovey devant la presse. Précisant qu'il voit dans l'audit externe, en libre accès sur le site du diocèse, «un précieux instrument de travail». Un instrument concrétisé en un document d'une cinquantaine de pages, dressant un constat sans concession: les victimes de prêtres qui ont osé sortir de l'ombre ont pu être blessées par l'accueil qu'elles ont reçu au sein du diocèse.

Si l'auteur de l'audit, Stéphane Haeffliger, se refuse à faire des généralités, soulignant que les

conclusions de son rapport se limitent au «corpus microscopique» analysé (15 dossiers issus des archives et le témoignage de 29 personnes, dont 18 victimes ou proches de victimes), il reconnaît toutefois que ces conclusions «peuvent avoir des valeurs universelles». Car, comme d'autres, le diocèse de Sion n'a pas répondu aux besoins des personnes qui se sont ouvertes à lui. «Sur l'accueil humaniste, l'Eglise ne remplit pas les attentes», indique Stéphane Haeffliger.

Les victimes auditionnées jugent cet accueil intimidant,

déroutant, peu soutenant, laborieux ou encore fuyant. Des exemples, anonymisés dans le document, viennent appuyer ces dires. Il y a cette femme désirant porter plainte, qui s'est vue découragée par un ancien vicaire général avec des arguments étranges: «Tu viens de finir tes études universitaires; porter plainte va atteindre à ta réputation; ce sera lourd à porter.» Ou cette autre victime qui attendait de l'actuel vicaire général du Haut-Valais Richard Lehner qu'il lui demande pardon en tant que représentant de l'Eglise,

et qui se verra offrir en guise de réponse: «Je ne vois pas pourquoi je devrais vous demander pardon, car je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé.»

Un plan d'action pour améliorer la situation

Richard Lehner n'est pas la cible de tous les griefs – et de loin pas. Mais il matérialise aujourd'hui les fautes commises par le diocèse des années durant, lui qui a été responsable du traitement des cas signalés entre 2015 et fin 2021. Si certaines victimes louent la qua-

lité de son accueil, de nombreux témoignages le tancent sur son «manque d'empathie», «sa non-capacité à entendre la souffrance de l'autre» ou encore «sa non-volonté perçue de défendre les victimes, mais plutôt de défendre l'Eglise». Ecarté de tous les organismes, instances et thématiques qui concernent les abus le temps de l'audit, Richard Lehner est officiellement désaisi du dossier.

«Sur l'accueil humaniste, l'Eglise ne remplit pas les attentes»

STÉPHANE HAEFFLIGER, AUTEUR DE L'AUDIT SUR LA GESTION DES ABUS SEXUELS AU SEIN DU DIOCÈSE DE SION

Cette décision s'inscrit dans un plan d'action plus large. Il doit permettre au diocèse de mieux soutenir les victimes et les aiguiller auprès des institutions organisées; de mieux former les collaborateurs du diocèse à accueillir cette parole souffrante avec davantage de professionnalisme; d'améliorer les relations avec les associations de défense des victimes ou encore de vérifier la parfaite indépendance de la commission diocésaine consacrée aux abus. «Ce ne sont pas des promesses, ce plan d'action est déjà sur les rails», appuie Pierre-Yves Maillard, le vicaire général pour la partie francophone du diocèse. En guise de conclusion, au nom du diocèse, il présente à nouveau ses excuses aux victimes, leur demande pardon pour ses manquements et «s'engage absolument à tout entreprendre pour que de telles situations ne se renouvellent plus jamais». Les victimes ne demandent qu'à le croire. ■

Un espoir au conditionnel

RÉACTIONS A l'heure du mea-culpa du diocèse de Sion quant à la gestion des abus sexuels en son sein, les victimes voient les prémices d'une nouvelle ère. Elles attendent que l'Eglise considère avec sérieux et humanité les personnes agressées

AGATHE SEPPEY
X @AgatheSeppey

C'est «un peu tard», mais elles acceptent les excuses. Parce que cette fois, elles ont l'impression que ces dernières sont le fruit d'une réelle prise de conscience. Marie-Madeleine Zufferey-Sudan et Manuela Lattion, vice-présidente et secrétaire du Groupe Sapec, portent la voix des victimes d'abus dans le cadre d'une relation d'autorité religieuse. Hier, elles étaient assises au fond de la salle dans laquelle le diocèse de Sion a fait son mea-culpa. A la suite d'un audit externe mandaté par ses soins, il a reconnu n'avoir «pas assez bien» reçu les victimes de violences sexuelles en son sein.

Pour les deux femmes, un vent nouveau commence à souffler. «Auparavant, on faisait des messes, on demandait pardon et on pensait que ça suffisait. Aujourd'hui, tout un plan de travail vise à améliorer la gestion de ces cas», note Manuela Lattion. Marie-Madeleine Zufferey-Sudan assure que le Groupe Sapec «sera derrière» pour suivre les nouvelles actions promises par le diocèse. Car des contacts réguliers avec les associations de défense des victimes sont désormais prévus.

«L'Eglise ne sera jamais sincère»

La vice-présidente de l'association relève aussi «la finesse et la sensibilité» dont fait preuve Pierre-Yves Maillard, vicaire général pour la partie francophone du diocèse et nouveau respon-

sable de la prévention des abus pour la région. «Il nous écoute, il essaie de comprendre les cas traités, de les faire avancer. Et ça, c'est tout nouveau. Un jour il m'a dit: «Les victimes ont toujours raison.» Cette posture devrait se répandre plus largement.»

Pour Gérard Falcioni aussi, Pierre-Yves Maillard incarne l'espoir. Le Valaisan avait été l'un des premiers en Suisse romande à avoir osé dénoncer les actes pédocriminels que lui a infligés le curé de son village, Bramois, dans les années 1960. «Je crois en la sincérité de Pierre-Yves Maillard. Certaines choses vont changer grâce à des prêtres honnêtes qui prennent tout cela à cœur.» Mais, quelques heures après la prise de parole de Mgr Lovey, l'homme estime que les choses avancent néanmoins «à pas de fourmi». Pour lui, l'Eglise doit «prendre sérieusement soin des victimes qui en auraient sérieusement besoin.» Et il sait de quoi il parle. Durant de longues années, Gérard Falcioni a recueilli les témoignages d'une septantaine de victimes, porté leurs combats et écrit plusieurs ouvrages sur les abus commis par le clergé. Difficile donc de ne pas être sévère au moment de réagir aux annonces du diocèse. «L'Eglise ne sera jamais sincère, elle peut mentir à volonté puisqu'elle n'a qu'à prier un Notre Père et un Je vous salue Marie pour se blanchir», lance-t-il au bout du fil.

L'homme, qui a d'ailleurs témoigné dans le cadre de l'audit, pense que le diocèse a mené un certain exercice de communication devant la presse, mais que «rien de vrai ne sortira des évêchés». Et d'ajouter: «La vérité est tellement insoutenable qu'on ne pourra jamais la laisser jaillir totalement. Au diocèse, certains ne peuvent même pas imaginer l'ampleur du problème.» Reste qu'en ce jour de repentir pour l'Eglise, Gérard Falcioni a le sentiment qu'au moins, il ne se sera pas «battu pour rien». ■

Les réformés s'en remettent à Berne

FRONDE A Neuchâtel, après des débats passionnés, les délégués des Eglises réformées de Suisse ont décidé hier de contredire le projet d'enquête soumis par leur exécutif

LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

Les réformés de Suisse ont voté. Hier à Neuchâtel, au terme d'un débat sous haute tension qui avait débuté la veille, les délégués de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) ont décidé que l'enquête sur les abus dans l'ensemble de la population devra être lancée par la Confédération.

Menée par 13 Eglises alémaniques réunies en coalition, dont les Eglises appenzelloise, zurichoise et lucernoise, la fronde qui s'opposait au projet proposé par le Conseil de l'EERS (exécutif) l'a emporté sur la contre-proposition vaudoise, qui faisait office de «voie du milieu». Pour rappel, la proposition soumise au vote des délégués consistait en un large sondage sur la population suisse pour un coût estimé à 1,6 million de francs. S'y ajoutait l'élaboration d'un service de contact national externe, que la variante retenue ne déboulonne toutefois pas.

«Un examen de conscience global»

«Le Conseil de l'EERS s'engage auprès de la Confédération pour la réalisation d'une étude sur les abus dans l'ensemble de la société», formule ainsi l'amendement qui a gagné. «Si notre Eglise se charge de cette étude, nous n'aurons pas de recul», défendait à la tribune Esther Straub, présidente de l'Eglise réformée zurichoise. «L'abus sexuel doit être étudié par toute la société dans un grand examen de conscience global.» Notre idée comprend tout de même la réalisation d'une petite enquête interne, à diligenter très rapidement, sur la base d'inter-

views», précisait également Lilian Bachmann, présidente de l'Eglise réformée lucernoise. Mais la proposition alémanique n'était pas la seule à contrer le Conseil. D'autres amendements, principalement soutenus par les Romands, étaient proposés par l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV), qui voulait repousser l'étude dite «en population générale» du Conseil. Anne Abruzzi, présidente des réformés vaudois, demandait ainsi la constitution d'une «commission consultative» et un «rapport complémentaire» contenant notamment un «calendrier des démarches», «un avis juridique concernant le type d'enquête à mettre en place» ou encore «un justificatif du coût de l'étude».

Pas réaliste

Au final, le projet retenu pose des questions de faisabilité. Le chercheur de l'Université de Lucerne, Anastas Odermatt, qui a imaginé l'étude que proposait le Conseil, estime que «cela n'est pas réaliste. La Confédération va arguer de la séparation entre Eglises et Etat si on lui confie pareille enquête». Pour certains, la déception est grande. La déléguée vaudoise Aude Collaud, pasteure et aumônière jeunesse, est amère: «Les atteintes à l'intégrité sexuelle ou spirituelle sont nombreuses dans l'Eglise. Avec cette décision, le Synode de l'EERS a choisi de ne pas investir dans la recherche de la vérité.»

Rita Famos, la présidente de l'EERS, s'est dite toutefois satisfaite par l'option retenue: «L'EERS condamne les abus et les Eglises membres vont continuer à renforcer leurs propres systèmes de protection contre ces derniers. Et nous donnerons l'impulsion voulue à la Confédération afin qu'elle réalise une enquête sur la société tout entière.» ■